

ÉCHOS

Nous ne savons s'il en est beaucoup parmi nos lecteurs qui ont compris le fin mot de la tirade que nous avons publiée la semaine dernière au sujet du titre écuyer, sous la signature "C. Lépine." Pour notre part, nous devons avouer que le secret de la chose nous a entièrement échappé. Ecuyer vient du sauvage, de l'iroquois ou de l'Algonquin, d'après ce monsieur. Pour un trait fin, voilà certainement un trait fin qui n'a pas dû exiger un effort extraordinaire à notre collaborateur d'occasion. Son manuscrit de Lescarbot, perdu au fond de l'océan, est à l'avenant. A quoi voulait-il arriver? Lui seul le sait. Laissons-lui la consolation de croire qu'il a réussi, et qu'après ce dernier coup de sabot le mot écuyer est à jamais ridiculisé.

* *

Le *Nouvelliste* de Québec faisait il y a quelques jours certaines recommandations à propos de la correspondance officielle. Il engageait ceux qui, dans la province de Québec, ont affaire aux autorités fédérales, à faire leurs communications aux bureaux publics en français. Les deux langues sont reconnues à Ottawa, et ceux qui parlent le français ont parfaitement le droit de s'en servir pour écrire aux ministères. On est tenu de les comprendre, et, s'ils se prévalaient plus souvent de ce droit, cela rendrait service aux employés anglais en les forçant à apprendre le français, et augmenterait en même temps la somme des services que les employés canadiens-français, qui savent tous les deux langues, sont en mesure de rendre. Présentement, on semble avoir peur de s'adresser en français aux officiers fédéraux, et on aime mieux souvent écorcher l'anglais qu'on sait peu que de s'exprimer dans notre langue. Il en résulte que les documents français deviennent de plus en plus rares dans les archives gouvernementales, et que la connaissance du français y devient de moins en moins nécessaire. Les remarques du *Nouvelliste* ont du bon, et l'on ferait bien de s'y arrêter un peu.

* *

L'honorable M. Chapleau et deux autres membres du gouvernement de Québec étaient à Ottawa, il y a quinze jours. On a prétendu qu'il s'agissait de négocier la vente du chemin de fer du Nord au gouvernement fédéral. Il n'en était rien. Le gouvernement local voulait seulement faire régulariser sa position comme propriétaire de notre grande voie ferrée, des incertitudes ayant été soulevées récemment à ce sujet.

En réalité, les autorités locales ne désirent pas se défaire du chemin, et elles doivent être résolues à tout faire, au contraire, pour éviter cette extrémité. Elles n'y recourraient que dans un cas de nécessité absolue. Nous devons tenir à garder le contrôle et la propriété de notre voie ferrée, qui fera plus tard partie du Pacifique. Dans trente ans, si les prévisions de sir John sont fondées, le Nord-Ouest formera par le chiffre de sa population la moitié de la Confédération, et la province de Québec sera peu de chose à Ottawa. Il faut compter avec cet avenir possible, et ne lâcher aux autorités fédérales, en matière de patronage ou de contrôle, que ce que nous ne pouvons absolument conserver. D'ailleurs, il paraît que le chemin de fer du Nord est en voie de rapporter. Il a produit \$70,000 pendant le mois de mars dernier. C'est un résultat magnifique. Des entrepreneurs ont offert de l'exploiter en payant un loyer annuel de \$250,000. Mais le gouvernement préférera sans doute réaliser lui-même les profits que ces entrepreneurs comptent pouvoir en tirer, et, sous son administration, le chemin est trop prospère pour qu'on songe à l'abandonner.

* *

Voilà M. Gladstone placé de nouveau à la tête du gouvernement anglais. Sa candidature n'a pas été acceptée sans effort. La reine eût préféré pour son premier-ministre lord Hartington ou lord Granville. Elle a fait ce qu'elle a pu pour éviter M.

Gladstone. Des trois grands chefs libéraux, c'était celui qui lui allait le moins. Elle a fait mander d'abord lord Hartington et lui a offert le gouvernement. Mais lord Hartington a résolument décliné l'honneur, et il persista dans son refus après même que Sa Majesté en fût venue aux instances pressantes pour le décider. Il se concerta avec ses amis, qui résolurent d'opposer une résistance absolue aux tentatives faites pour écarter M. Gladstone.

A la fin, la reine dut se résigner à subir celui-ci. L'inter-règne ministériel durait depuis quatre ou cinq jours. Maintenant, c'est fait, et la carrière est ouverte au parti libéral.

Les conservateurs, dans l'opposition, vont reprendre le rôle d'assaillants et d'aspirants. Ils auront à compter pour revenir au pinacle sur les fautes que leurs rivaux ne manqueront pas de commettre, et aussi sur leur propre habileté. Il semblerait, cependant, que la tactique, en Angleterre, diffère de celle qui est suivie ailleurs. C'est en multipliant les actes d'extravagance et de maladresse que M. Gladstone est remonté à la surface après sa dégringolade de 1874, et c'est en gouvernant avec une sagesse consommée que lord Beaconsfield s'est coulé. A tout événement, une opposition n'a qu'à se laisser faire, et elle est toujours sûre de réussir. Il y a une fin à tout ministère, et l'opposition existante sait être l'héritière naturelle du ministère existant. C'est une affaire de temps. Le parti déchu, sous notre système, représente à la fois le passé et l'avenir. Il est facile, après cela, de se faire une philosophie, pourvu qu'on ne soit pas trop pressé. On emporte avec soi mieux que l'expérience, la certitude.

* *

Nous cueillons la jolie pièce que voici dans le *Canadien* de jeudi dernier :

Je vois que M. Gélinas, non content de se rendre ridicule par ses écrits saugrenus sur la littérature du pays, se mêle, dans le dernier numéro de L'OPINION PUBLIQUE, de parler de la politique américaine dont il n'entend pas le premier mot. Il conseille au parti démocratique de choisir M. Tilden comme candidat à la présidence. M. Tilden, dit notre illuminé, est le "meilleur champion que son parti puisse choisir." C'est très fort cela.

Si M. Gélinas voulait m'en croire, il ne s'aventurerait pas sur le terrain de la politique étrangère.

Voilà de la jolie critique. Quel bon goût et quel genre recherché. C'est la réponse de M. Tardivel à nos derniers entrefilets sur la fameuse Académie canadienne. Elle est d'une grande force, en opposition à notre critique.

Nos écrits sur la littérature du pays sont saugrenus ! Nous voulons bien croire qu'ils ne sont pas toujours au gré de notre charmant confrère, et nous savons que de là à les déclarer saugrenus il n'y a pas loin pour lui. C'est une question de goût, et celui de M. Tardivel n'est pas infailible. Qu'il nous trouve ridicule, qu'il nous traite d'illuminé, après cela, c'est du détail.

L'allusion aux petits-crevés ne nous regarde pas, et nous ne savons à qui M. Tardivel en a.

Quand à nos idées sur la politique américaine, elles sont probablement aussi saines que les siennes. Il est vrai que nous n'avons pas eu, comme lui, l'avantage de faire notre éducation sociale et politique au pays "de l'intelligence et du savoir-vivre," où fleurissent les talons de bottes en affût, suivant l'expression d'un voyageur français qui faisait allusion aux manières bien connues des Américains. Cela nous prive du privilège de pouvoir lutter de pair avec M. Tardivel, sur le terrain de la polémique à l'américaine où il excelle.

* *

Le vote de vendredi soir, sur l'allocation à M. Myall, a donné lieu à un incident assez piquant. Le greffier venait de proclamer le résultat de la votation, lorsque M. Caron, le vigilant et infatigable whip de la droite se leva pour signaler le fait que l'un des députés de la gauche, M. Cameron, de Huron, avait voté sans avoir assisté à la cérémonie de la lecture de la motion. M. Cameron ad-

mit qu'il n'était pas à son siège lors de la lecture faite par l'Orateur, mais prétendit qu'il avait entendu cette lecture du couloir de la Chambre, au moment d'entrer. Plusieurs membres prirent la parole pour appuyer le dire de M. Caron, et affirmer, sans y mettre peut-être tous les ménagements de celui-ci, qu'ils avaient vu M. Cameron pénétrer dans la salle après la lecture et lorsque la votation était même assez avancée. Il s'en suivit une escarmouche à laquelle sir John, M. Blake, M. Anglin et autres se mêlèrent et qui menaça un instant de prendre une tournure tragique. A la fin, il fallut se contenter de l'affirmation de M. Cameron, et l'accepter, tout en la prenant pour ce qu'elle pouvait valoir contre le témoignage de M. Caron.

La mauvaise humeur de ce dernier pouvait s'appliquer par le fait que l'opposition venait de provoquer, pour la troisième ou quatrième fois depuis le commencement de la semaine, un vote de non-confiance assez superflu. Et l'on sait que ce n'est pas une petite besogne que celle des whips dans ces circonstances. Le whip est le gardien du parti dans la Chambre. Dans le parti ministériel, il agit pour les ministres en tout temps, et surtout dans les moments importants. C'est un ministre au dehors. C'est aussi, assez souvent, le chemin qui conduit aux banquettes du trésor. En Angleterre, la nomination des whips, à chaque changement de cabinet, approche en importance de celle des ministres même. Ce poste n'est confié qu'à des chefs. M. Caron est un whip modèle. Il guide avec une sûreté parfaite toute la députation de Québec, dont il possède la confiance et qui a aussi la sienne.

A. GÉLINAS.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Les Jésuites sont décidés à résister au décret qui les chasse de France. Ils ont chargé un célèbre avocat de Paris de démontrer l'illégalité des lois qui les frappent. Le *Figaro* dit à ce sujet :

On a annoncé il y a quelques jours que la Compagnie de Jésus avait déjà choisi pour avocat M. Rousse. Le *Moniteur* rectifie et complète ce renseignement.

La nouvelle n'est exacte que depuis hier, en effet, que le Père Dulac, le directeur de l'École préparatoire de la rue Lhomond, a vu M. Rousse et l'a chargé de préparer, de concert avec un de ses collègues les plus distingués du Palais, M. Barboux, les bases d'un plan de défense judiciaire.

Il est aujourd'hui certain que les autres congrégations non autorisées ont résolu de faire cause commune avec la Compagnie de Jésus ; le plaidoyer que préparent MM. Rousse et Barboux servira pour toutes les autres congrégations.

Déjà les deux honorables avocats ont reçu, par les soins du Père Dulac, un volumineux envoi de documents et de pièces justificatives.

M. Rousse s'est illustré pendant la Commune de Paris, en allant, au péril de sa vie, solliciter du citoyen Raoul Rigault la mise en liberté de l'archevêque de Paris, fusillé comme otage, malgré cette démarche héroïque.

Un rapprochement assez curieux : M. Rousse est porté en ce moment comme candidat à l'Académie française, pour le fauteuil de Jules Favre, et il a, dit-on, de grandes chances de s'y asseoir.

On assure qu'à la première nouvelle du décret contre les Jésuites, le Saint-Père aurait dit : "De cette lutte renaîtra la monarchie."

* *

C'est M. Gladstone qui, naturellement, a fini par être appelé à former le nouveau ministère, malgré la répugnance de la reine. Les principaux membres du nouveau cabinet sont : le comte de Granville, secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ; le marquis de Hartington, secrétaire d'Etat pour l'Inde ; M. H. C.-E. Childers, secrétaire d'Etat au département de la guerre ; lord Selborne, lord haut chancelier ; M. William-E. Forster, secrétaire en chef pour l'Irlande ; lord Northbrook, premier lord de l'Amirauté ; le duc d'Argyll, père de notre gouverneur-général, président du Conseil ; Sir William Harcourt, secrétaire d'Etat de l'Intérieur ;

lord Kimberley, secrétaire d'Etat des colonies ; M. Bright, chancelier du duché de Lancashire.

Le marquis de Ripon, un catholique, a été nommé vice-roi de l'Irlande. Cette nomination fait sensation et fait voir que le nouveau ministère va chercher à satisfaire l'Irlande.

GLADSTONE

Fils de feu sir John Gladstone, riche négociant de Liverpool, né le 29 décembre 1809, âgé par conséquent de 71 ans ; fit ses études à Oxford où il prit ses grades en 1831, a joué un rôle considérable dans les affaires publiques de l'Angleterre et de l'Europe depuis cinquante ans. En 1868 il renversait le ministère Derby-Disraeli, et était lui-même renversé en 1873, par le vote réuni des conservateurs et des Irlandais relativement à l'éducation universitaire en Irlande. Lui qui avait tant fait pour l'Irlande, il lui pardonna difficilement ce vote. Ayant contribué plus que tout autre à la chute du ministère Beaconsfield, il ne pouvait refuser d'être le chef du nouveau ministère.

* *

A propos de nihilistes, un journal russe, *Olgoliski*, raconte que le nihilisme existait en Chine déjà en 1069, et que les nihilistes chinois de cette époque, reniant aussi la religion, la propriété et la famille, avaient recours, comme ceux d'aujourd'hui, à des assassinats et à des vols pour faire triompher leurs idées. Ils réussirent même à se saisir des rênes du pouvoir, et un des nihilistes les plus ardents, un nommé Wang-Yguan-Che, devint premier ministre. Voici, d'après le journal russe, l'organisation sociale dont il dota le pays :

La propriété immobilière fut abolie dans toute la Chine. La terre devait être cultivée au profit de l'Etat, qui faisait la répartition des revenus entre les citoyens. Tous les établissements privés tant industriels que commerciaux devinrent aussi la propriété de l'Etat. Seul, l'Etat était propriétaire, fabricant, négociant, banquier ; il indiquait la tâche de chaque citoyen et payait le travail à sa guise. Il n'y avait plus ni riches, ni pauvres, rien que des travailleurs ; la force collective englobait toute l'individualité. — Cet ordre de choses dura pendant quinze années ; les citoyens finirent par voler l'Etat socialiste, les complications qui en furent la suite arrêtèrent la marche du nouveau mécanisme gouvernemental, on préféra revenir au régime ordinaire, et les gouvernants socialistes furent mis à la retraite, non sans avoir subi certaines tortures usitées à cette époque dans le Céleste Empire.

CHANGEMENTS D'HEURES.—Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur les changements d'heures du chemin de fer Q.M.O. et O., mentionné dans nos colonnes d'annonces aujourd'hui, et qui a été mis à effet depuis lundi 3 mai. Cette altération, qui a pour objet de donner aux hommes d'affaires de plus grandes facilités, en améliorant le service des trains aussi bien qu'en changeant les heures d'arrivée et de départ des trains, montre que les directeurs de cette ligne favorite ne perdent pas de vue les intérêts du public voyageur. Grâce aux magnifiques chars-palais sur les trains de jour, et aux chars dortoirs sur les trains de nuit, ajoutés sur la ligne de Montréal à Québec, nous pouvons espérer qu'une augmentation d'affaires récompensera leurs efforts.

Magnifiques Robes en Ours. On porte une attention extraordinaire aux réparages de pelletteries chez Chs Desjardins et Cie, 637, 639, rue Ste-Catherine.

Les Manchons et les Boas sont à meilleur marché que partout ailleurs. On porte une attention extraordinaire aux réparages de pelletteries chez Chs Desjardins et Cie, 637, 639, rue Ste-Catherine.

Les Manteaux sont en plus grand choix et à meilleur marché que partout ailleurs. On porte une attention extraordinaire aux réparages de pelletteries chez Chs Desjardins et Cie, 637, 639, rue Ste-Catherine.

Les Casques sont à meilleur marché que partout ailleurs. On porte une attention extraordinaire aux réparages de pelletteries chez Chs Desjardins et Cie, 637, 639, rue Sainte-Catherine.

Toutes les Pelletteries sont à grand marché chez Chs Desjardins, 637, 639, rue Ste-Catherine. On porte une attention extraordinaire aux pelletteries chez Chs Desjardins et Cie, 637, 639, rue Ste-Catherine, Montréal.